



Enquête de perception menée du 15 au 28 mai 2023

# Les défis de la gouvernance, du développement et de la sécurité.

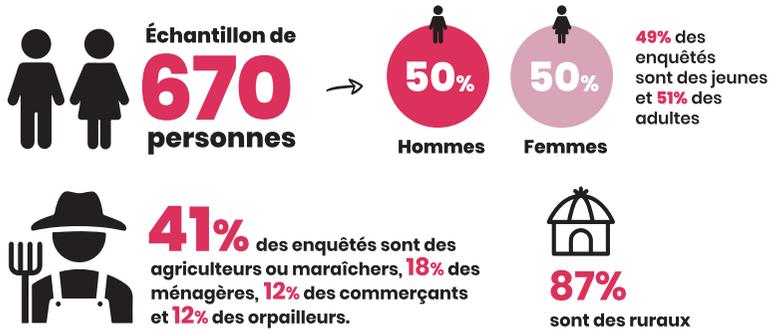
///// Restitution de l'enquête de terrain



SIPRI et POINT SUD  
Financement Union européenne

Enquête de perception  
menée au sud du Mali  
du 15 au 28 mars 2023

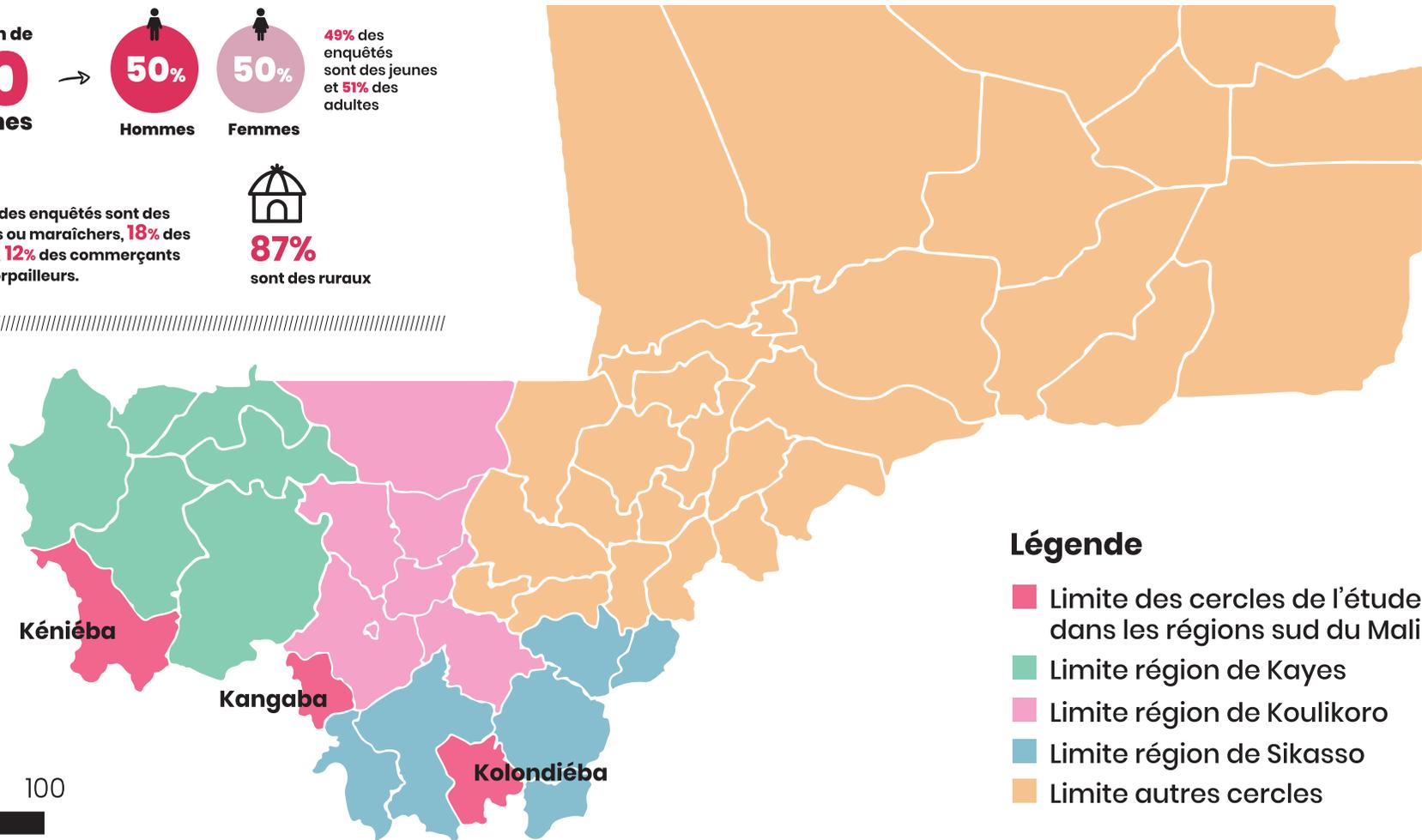
## Méthodologie



## Localités d'enquête

Cercles de l'étude dans les régions du sud du Mali

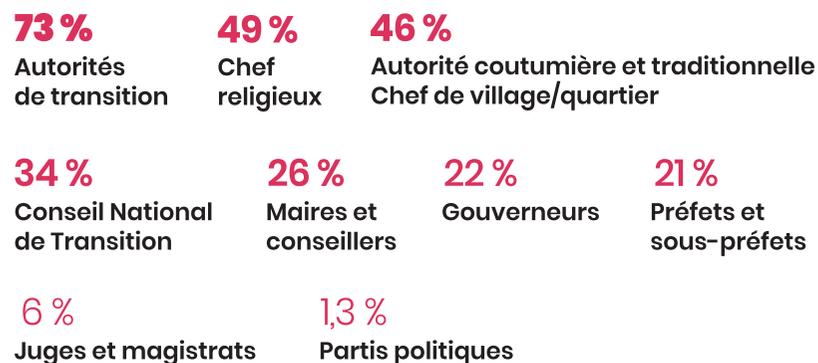
/// Source : Décentralisation du Mali/cartographie du Mali, réalisée par O. Dembélé, coordinateur Projet Mali centre, 12 juillet 2023



## Gouvernance

- Les autorités locales sont en grande majorité présentes.
- La chefferie traditionnelle et coutumière est considérée comme l'institution la plus importante, suivie de la mairie et de la chefferie religieuse.
- L'étude a mis en évidence des tensions souvent liées à des mauvaises pratiques de gouvernance locale. La question de la corruption est très importante, en particulier dans le secteur minier.
- Les zones aurifères sont considérées comme n'apportant ni opportunités économiques pour les jeunes, ni infrastructures.
- Les populations dénoncent la dégradation de l'environnement.

### Niveau de confiance (beaucoup) dans les autorités nationales et locales :



## La disponibilité des services d'intérêt général

- **Présence variable des services** : les populations font face à leur indisponibilité et/ou à leur mauvaise qualité.
- **Les infrastructures sont très délabrées et les investissements de l'État sont limités.**
- **L'état des routes entrave les échanges économiques**, ce qui contribue à l'augmentation des prix des matières premières et des aliments de première nécessité.
- **Les deux services les plus présents sont l'école fondamentale et les centres de santé communautaire (CSCOM)**. Les enquêtés sont généralement satisfaits du fonctionnement des écoles (**66 %**) et des CSCOM (**70 %**).
- L'électricité (EDM) est rarement disponible, sauf en zones urbaines.
- **Seuls 25 % des répondants ayant accès à l'eau potable sont satisfaits. Les populations parcourent des kilomètres et attendent des heures aux bornes fontaines.**
- **Seuls 46 % des enquêtés disent avoir payé un impôt ou une taxe l'année écoulée.**



## Les droits humains

- **En cas de conflit mineur, de voisinage ou familial**, **47 %** des enquêtés disent faire appel aux chefs traditionnels et coutumiers et **31 %** à un membre de la famille.
- **En cas de crime grave (meurtre, viol ou vol aggravé)** les populations se tournent en premier vers les chefs traditionnels (**45 %**) ou les forces de sécurité, notamment la gendarmerie et la police (**41 %**).
- **En cas de conflit lié aux ressources naturelles**, les chefs traditionnels sont les interlocuteurs privilégiés (**68 %**).
- **59 % des enquêtés jugent que la justice coutumière est la plus impartiale**, contre **22 %** pour le système religieux et **15 %** pour le système étatique.
- **Les localités enquêtées sont dépourvues de services de prévention et de protection**. La protection signifie la sécurité et la protection physique pour **70 %** des enquêtés et la prévention est d'abord comprise comme un moyen d'empêcher une violation pour **54 %** des répondants.

# Développement

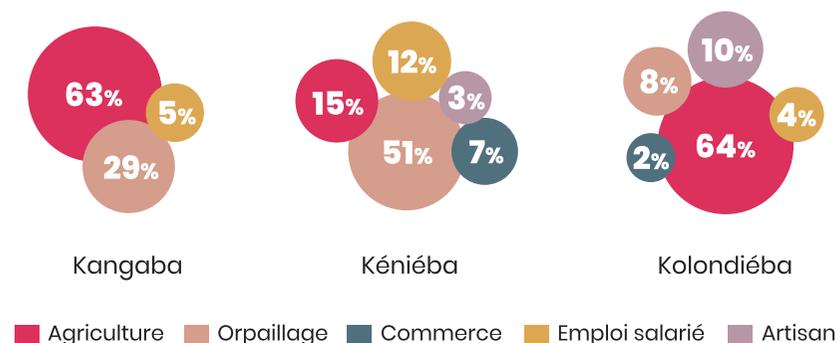
## Opportunités économiques

L'agriculture est l'activité majeure suivie par l'orpaillage.

Principales sources de revenus des enquêtés :



Principale activité génératrice de revenu par cercle :



Les populations sont confrontées à de nombreuses contraintes dans la pratique de ces activités, qui ont pourtant une fonction essentielle de subsistance. Beaucoup disent cumuler plusieurs activités : l'agriculture durant l'hivernage et l'artisanat ou l'orpaillage en saison sèche.

## L'agriculture

73 % des ménages pratiquant l'agriculture utilisent leur production pour nourrir la famille.

Mais pour 38 % des ménages, la production ne suffit que « partiellement » à couvrir les besoins de la famille et « pas du tout » pour 23 %.

71 % des ménages ont été confrontés aux problèmes liés aux travaux des champs au cours des trois derniers mois. Ces problèmes sont liés :

- 1- au manque d'intrants
- 2- aux aléas climatiques
- 3- au manque d'équipements.

## L'élevage

68 % des ménages pratiquent l'élevage.

83 % des ménages ont été confrontés aux problèmes liés à la pratique de l'élevage :

- 1- accès aux pâturages et à l'alimentation pour les animaux
- 2- vol récurrent de bétail
- 3- problèmes zoo-sanitaires.

## L'orpaillage

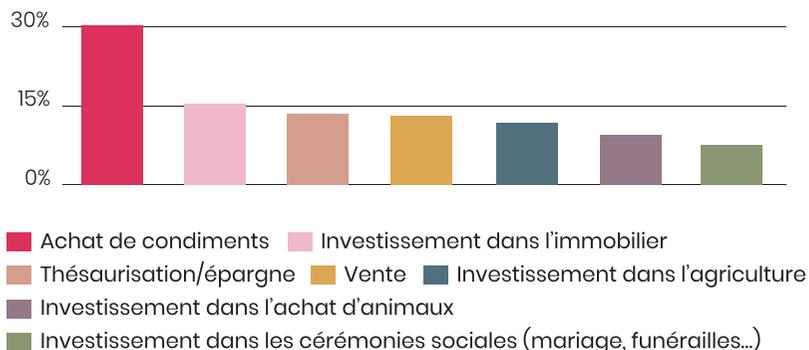
63 % des ménages pratiquent l'orpaillage



Cette activité est autant pratiquée par les femmes (61%) que les hommes (64%) et par les jeunes autant que les adultes (63% respectivement).

Enquête de perception  
menée au sud du Mali  
du 15 au 28 mars 2023

### Usage de la production et des revenus issus de l'orpaillage :



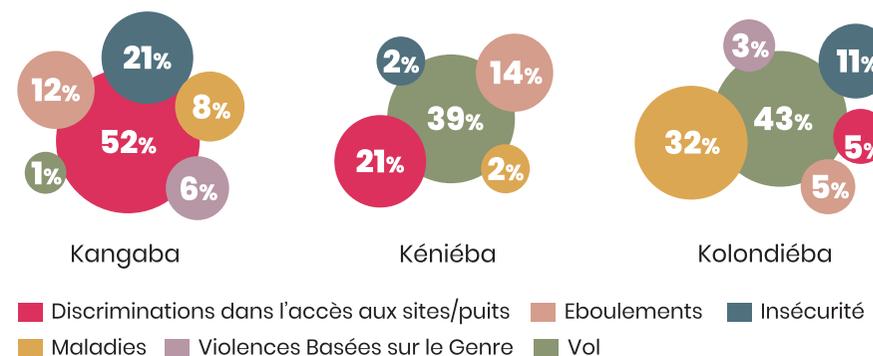
**93 % de ceux qui pratiquent l'orpaillage n'ont pas de connaissance des textes, lois et règlements encadrant la pratique au Mali.**  
La gestion des sites d'orpaillage par l'État est fortement critiquée.

**74 % des répondants pratiquant l'orpaillage se disent mécontents de la gestion des permis d'exploitation par les pouvoirs publics** et leur reprochent un manque de transparence (**49 %**), la corruption (**35 %**), les discriminations (**11 %**) ainsi que la longueur des procédures (**5 %**).

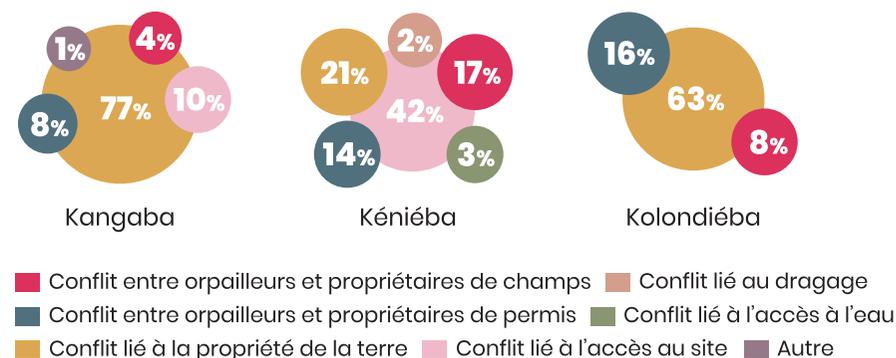
**L'acquisition des permis par les sociétés étrangères se fait aux dépens des populations locales et peut être source de réseaux clientélistes.** Cela contribue aussi à la mise en cause des autorités locales et au questionnement de leur gestion des taxes collectées alors que le développement des localités reste limité.

**59 %** répondants qui pratiquent l'orpaillage disent avoir rencontré des problèmes dans l'exercice de cette activité, liés à la discrimination dans l'accès au puits et aux sites (**28 %**), aux vols et braquages (**28 %**), aux maladies (**20 %**), aux éboulements (**12 %**) et à l'insécurité sur les sites (**9 %**).

Principaux problèmes liés à l'orpaillage par cercle :



Conflits fonciers liés à l'orpaillage, par type :



L'expansion des mines peut être source de conflit, car cela met en péril les terres utilisées pour l'agriculture ou implique l'expulsion des populations.

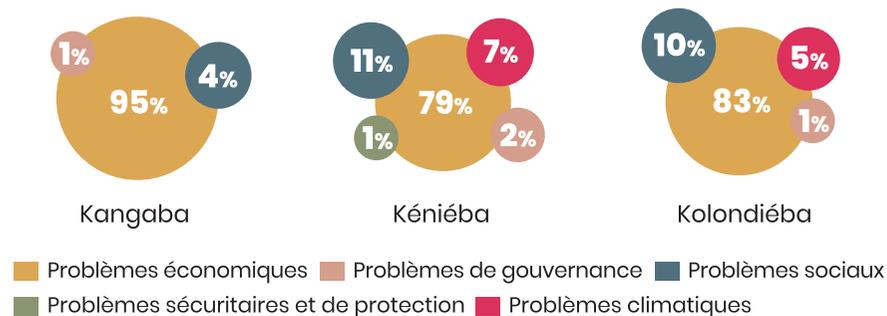
## Éducation et santé

Si les populations mentionnent rarement le travail des enfants dans les mines d'or, il est en revanche rapporté que les enfants ayant terminé le primaire ne poursuivent pas toujours une scolarité régulière.

## Sécurité

Les populations ressentent les effets de l'insécurité et une incertitude face à la progression des différents groupes armés radicaux mais les populations se disent d'abord confrontées aux **problèmes économiques (83 %)**, **sociaux (10 %)** ou **climatiques (5 %)**.

Principaux problèmes par cercle :



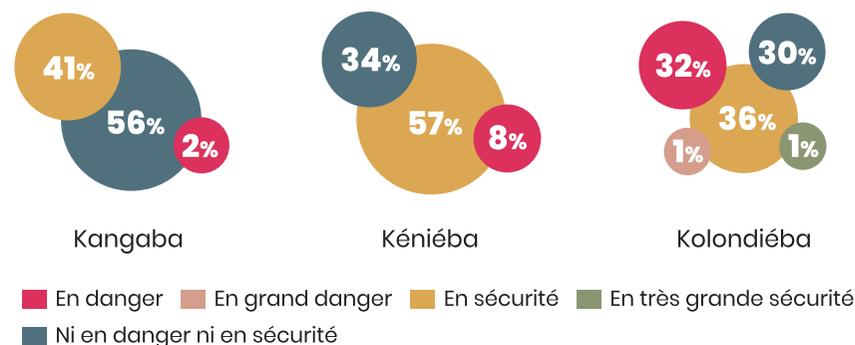
**58 % des répondants pensent que la situation s'est améliorée, 34 % qu'elle n'a pas changé et 8 % qu'elle s'est détériorée.**

Les Dozos sont les acteurs armés les plus présents, suivis par la gendarmerie, la police, la garde nationale et les FAMa, essentiellement dans les chefs-lieux des communes.

## Discriminations

**44 % des enquêtés rapportent des discriminations dans leur localité**, en particulier contre les **allochtones (26 %)**, les **femmes adultes (14 %)** et les **jeunes hommes (13 %)**, mais également contre les PDI, les minorités, les personnes vivant avec un handicap.

Perception de la situation sécuritaire actuelle :



## Migrations

L'**orpaillage** représente un **facteur d'attractivité et de mobilité dans les régions enquêtées** mais les populations de ces localités émigrent relativement peu : seulement **23 %** des répondants indiquent avoir passé trois mois ou plus en dehors de leur village ou quartier.

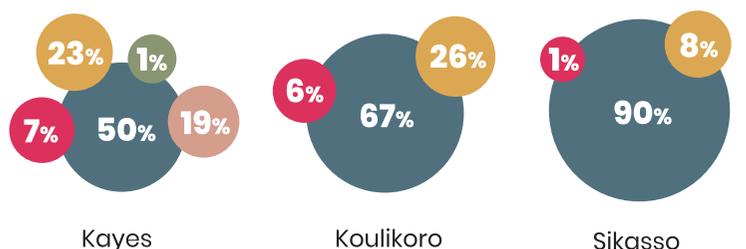
Les **motivations économiques** sont la **raison principale de l'émigration vers leur localité**. Les migrants proviennent des autres régions du Mali (**59 %**), des régions transfrontalières (**21 %**), notamment de la Guinée et de la Côte d'Ivoire, de la région (**15 %**) et des villages voisins (**5 %**). Les localités du sud du Mali et, notamment les zones d'orpaillage, sont vues comme des terres d'opportunité.

Ces migrations sont de durée courte avec les migrants qui repartent après quelques mois et, dans une moindre mesure, de long terme avec l'installation des migrants.

### Les migrations sont généralement bien perçues :

- La migration est bénéfique pour le développement de la localité (88 %)
- La migration ne nuit pas à la cohésion sociale (84 %)
- La migration ne nuit pas aux opportunités économiques des habitants des localités (82 %)
- Les migrants sont capables de s'intégrer dans la société (77 %)
- Les migrants font de la localité un meilleur endroit pour vivre (74 %).

Perception des migrants, par cercle :



- Aggressions
- Délinquance (vols)
- Propagation du djihadisme
- Non les migrants ne sont pas une source d'insécurité
- Trafic (de stupéfiants, de biens)

Cette publication a été produite avec le soutien financier de l'Union européenne. Son contenu relève de la seule responsabilité du Stockholm International Peace Research Institute et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne. © – 2023 – Stockholm International Peace Research Institute. Tous droits réservés. Licence octroyée à l'Union européenne sous conditions.



## Conclusion

- **La gouvernance locale révèle les faiblesses de l'État** à imposer des règles, à faire face aux conflits locaux, en particulier les conflits fonciers, et à maintenir l'intégrité de ses agents. **La lutte contre la corruption reste un défi clé pour une gouvernance durable.**
- **Le développement socio-économique est faible dans le sud du Mali avec notamment de mauvaises infrastructures routières.** Les problèmes rapportés sont très nombreux que ce soit la corruption, les problèmes d'accès à l'eau, l'octroi des permis de recherche qui se transforme *de facto* en exploitation des mines, l'occupation des espaces agricoles et le manque d'infrastructures de base.
- **Au plan sécuritaire, le sud du Mali est moins affecté par la présence de groupes djihadistes et par le conflit armé qui sévit au centre et au nord du pays.** Néanmoins, les populations sont souvent victimes de crimes, des vols ou encore des braquages sur les routes, notamment dans les zones où la présence des forces de sécurité fait défaut. Les plus grandes menaces perçues par les populations restent cependant le chômage, la précarité et l'insuffisance alimentaire.



## Principales recommandations

- 1 **Supporter les autorités locales dans leurs actions de développement en particulier dans des contextes complexes liés à la présence de mines d'or et de sociétés étrangères**
- 2 **Contribuer au développement de ces régions en améliorant les infrastructures, les axes routiers et l'électricité, afin d'assurer une meilleure mobilité et faciliter les échanges**
- 3 **Encourager un meilleur encadrement de l'orpaillage et des exploitations aurifères industrielles afin de garantir des opportunités d'emploi dans des conditions de transparence.**

Pour toute information complémentaire : [SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org](mailto:SahelandWestAfricaProgramme@sipri.org)